

Appel à action: Gaza assiégée mais pas seule ! Développons un embargo militaire

Cher supporteur,

Comme toi, nous sommes témoins du massacre qu'Israël poursuit contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza. Avec leurs manifestations qui nous inspirent, ils protestent contre douze ans de siège d'Israël et réclament le droit au retour dans leurs maisons, droit sanctionné par l'ONU mais dont ils ont été privés sous le coup d'un nettoyage ethnique.

Les militants de Gaza demandent : « Que fait le monde pendant que le massacre perpétré par Israël est transmis en direct ? » Il nous revient d'assurer qu'ils ne soient pas seuls face aux crimes d'Israël.

Nous devons diriger notre colère à l'égard des atrocités d'Israël vers des actions destinées à établir la responsabilité d'Israël. Ensemble nous pouvons intensifier les campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)

Notre stratégie concrète, solidaire enverra un message puissant de soutien aux Palestiniens de Gaza : Vous n'êtes pas seuls et nous agissons pour tenir Israël responsable de ses meurtres de manifestants palestiniens.

Renforcer, faire entrer dans la norme et populariser l'appel palestinien pour un embargo militaire à double sens sur Israël est la réponse la plus efficace au massacre qu'Israël est en train de mener. Cela veut dire agir pour mettre fin à toutes les ventes et à tous les achats d'armes

depuis Israël et vers Israël et mettre fin aux partenariats militaires et policiers avec l'État d'Israël.

Le Comité National BDS, qui est la coalition la plus large de la société civile palestinienne, en appelle aux gens de conscience, aux syndicats, aux municipalités, aux partis politiques, aux mouvements sociaux, aux groupes étudiants, aux universitaires, aux artistes, aux églises et aux groupes LGBTQ du monde pour :

- **Prévoir des actions d'intensification et d'amplification des campagnes** liées à l'appel pour mettre fin aux liens militaires et sécuritaires avec Israël. Par exemple, une manifestation contre G4S, HP ou des banques complices (comme Axa et HSBC) et des compagnies ayant des liens militaires, développer des campagnes pour mettre fin aux partenariats avec la police d'Israël, comme la [Deadly Exchange campaign](#), (Campagne sur les échanges mortels) etc.

Mettez le hashtag **#MilitaryEmbargo** ou **#StopArmingIsrael**.

- **Demander une prise de position et/ou un débat sur un embargo militaire contre Israël à votre Parlement ou Congrès** : faites pression sur vos partis politiques, représentants élus et votre gouvernement pour rompre les liens militaires avec Israël.
- **Faire passer une motion exigeant un embargo militaire contre Israël dans votre conseil municipal, votre église, votre syndicat ou tout autre organisation de la société civile**. Ces motions sont essentielles pour populariser l'exigence d'embargo militaire à l'égard d'Israël, une exigence que nous pouvons construire de façon durable à partir de la base.

- **Organiser des manifestations pour faire pression sur votre gouvernement** : mobilisez les manifestations pour faire pression sur votre gouvernement pour qu'il mette fin à ses liens militaires et sécuritaires avec Israël.
- **Écrivez dans la presse locale pour expliquer pourquoi vous soutenez un embargo militaire.**

Pour plus d'information, [rendez-vous sur la page](#) de la campagne du BNC pour l'embargo militaire.

[Écrivez-nous](#) s'il vous plaît pour nous faire part de vos plans d'action, de vos questions et pour nous envoyer des photos !

Deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza occupée montrent un courage et une détermination incroyables pour conquérir leurs droits. La **#GrandeMarcheduRetour** continue malgré le meurtre délibéré par Israël de plus de 30 manifestants non armés et les blessures infligées à plus de 3 000 d'entre eux. Des Palestiniens qui sont des journalistes, des enfants, des femmes, des jeunes et du personnel médical ont fait partie de ces cibles.

Ensemble nous pouvons assurer qu'ils ne soient pas seuls !

Solidarité,

Le Comité National BDS (BNC)

Le Comité National Palestiniens BDS (BN) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Suivez nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Dites à vos amis de [s'inscrire sur notre site](#) pour recevoir

les mises à jour

Source: BNC

Traduction: SF pour BDS France



Dublin devient la première capitale européenne à soutenir le BDS en faveur des droits des Palestiniens et rejette Hewlett Packard pour complicité avec l'apartheid israélien

« Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018. »

Par [Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee \(BNC\)](#) / [Irlande](#)

11 avril 2018 – Lundi (9 avril) Dublin [est devenue](#) la première capitale européenne à soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en faveur des droits des Palestiniens. Mentionnant « le blocus et le siège inhumains infligés à Gaza » par Israël, le Conseil municipal de Dublin s'est engagé à mettre fin à tous ses contrats commerciaux avec Hewlett Packard (HP), ses sociétés de marque et entreprises dérivées, toutes ciblées par BDS, y compris DXC Technology, étant donné leur [complicité](#) dans les graves violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Hier (mardi 10 avril), Israël [a essayé vainement](#) d'empêcher le maire de Dublin d'entrer sur le territoire alors qu'il devait assister à des réunions à Ramallah. Les autorités israéliennes ont confondu son titre et son nom, [susitant les moqueries](#) d'activistes des médias sociaux, palestiniens ou non. Le maire Mícheál MacDonncha participe à des rencontres avec des Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

Des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés pour manifester pacifiquement contre le siège et revendiquer les droits des réfugiés palestiniens, qui constituent la majorité à Gaza, à revenir dans le foyer originel dont ils ont été déplacés par la force, ces droits leur étant reconnus par les Nations unies.

Abdulrahman Abunahel, coordinateur à Gaza du BNC, coalition palestinienne qui impulse le mouvement mondial de BDS en faveur des droits des Palestiniens, s'est exprimé en ces termes :

Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018.

Alors que les gouvernements des États-Unis et de l'Europe sont totalement complices des crimes d'occupation et d'apartheid commis par Israël, le peuple irlandais, avec sa longue tradition de lutte contre le colonialisme, a montré que les hommes et les femmes de conscience se tiennent du bon côté de l'histoire, contre l'oppression et pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité humaine.

Au bout de 70 ans de dépossession, 50 ans d'autorité militaire, et un siège destructeur de 10 années qui nous asphyxie dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, nous avons besoin de cette solidarité authentique, surtout sous la forme du BDS. Rien que dans les deux dernières semaines, l'armée israélienne, appliquant une politique du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler », a déjà tué à Gaza 30 civils palestiniens et en a blessé plus de 3 000.

La mesure prise par le Conseil municipal de Dublin en excluant les sociétés HP constitue un pas important vers la fin des liens en matière militaire et de sécurité avec Israël et des entreprises qui rendent possible son système d'oppression. L'exigence la plus importante présentée par les Palestiniens en réaction au dernier massacre commis par Israël consiste à demander un embargo militaire similaire à celui qui avait été mis en œuvre par les Nations unies contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Grâce aux femmes et aux hommes de Dublin, aux partisans irlandais des droits palestiniens en d'autres lieux et au nombre croissant de militants du BDS dans le monde entier, nous, Palestiniens, dans nos heures les plus sombres, avons la certitude de ne pas être seuls, et de pouvoir, toutes et tous ensemble, incurver l'arc de l'histoire dans la direction de la justice. »

Cette victoire du soutien aux droits des Palestiniens s'inscrit dans le sillage de deux autres victoires récentes en Irlande. Au début de ce mois, l'Association nationale

irlandaise des enseignants (Irish National Teachers Organisation, INTO), forte de plus de 40 000 membres, a adopté une [résolution](#) qui reflète la position sur la Palestine du [Congrès irlandais des syndicats \(Irish Congress of Trade Unions, ICTU\), fort de 800 000 membres](#) en accordant un plein soutien au mouvement BDS et à ses aspirations. Et, il y a moins d'une semaine, l'Union des étudiants d'Irlande (Union of Students in Ireland, USI), qui représente [374 000 étudiants](#) de l'enseignement supérieur, [a voté](#) de la même manière.

Aujourd'hui même (11 avril), Cork, la troisième ville d'Irlande, [a exhorté](#) le gouvernement irlandais à « condamner » le « massacre récent » de civils palestiniens par l'armée israélienne à Gaza et à « prendre des mesures diplomatiques contre Israël en expulsant un certain nombre de ses diplomates et en reconnaissant l'État de Palestine. »

Les violations des droits humains des Palestiniens perpétrées par Hewlett Packard sont confirmées par de nombreux éléments. Non seulement HP [fournit](#) à l'armée israélienne des services et de la technologie qui permettent l'occupation militaire et le siège de Gaza par Israël ainsi que des [technologies biométriques](#) qui donnent au gouvernement israélien les moyens de mettre en œuvre son système de ségrégation raciale contre les Palestiniens, mais HP s'est montré complice d'Israël en [équipant](#) le système carcéral israélien, tristement célèbre pour sa pratique de la [torture](#) et d'autres atteintes aux droits humains.

Les campagnes de BDS pour les droits humains des Palestiniens ont déjà infligé à HP des dommages sur le plan financier et sur celui de la réputation. Plusieurs mouvements chrétiens des États-Unis ont déjà [retiré leurs investissements chez HP](#) au niveau national, et 26 églises chrétiennes, dans tout le pays, se sont engagées à être des

[églises sans HP](#) qui refusent d'acheter le moindre produit HP. La campagne contre HP a suscité le soutien de groupes de croyants, [d'associations étudiantes](#) et de syndicats du monde entier. Face à une telle pression, HP a procédé à un [remaniement](#) de ses structures qui ne change rien au degré de [complicité](#) des sociétés impliquées et ne les protège pas contre les campagnes de BDS.

En prenant cette décision, Dublin rejoint [des dizaines de collectivités locales](#) en Espagne, en Norvège, en Suède, en France, au Royaume-Uni, en Belgique et en Australie qui ont adopté des résolutions de soutien au BDS ou ont pris l'engagement d'éviter de conclure des transactions avec des sociétés visées par le mouvement BDS en raison de leur complicité avec les violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (Palestinian BDS National Committee, [BNC](#)) est la coalition la plus vaste de la société civile palestinienne. Elle anime et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

300 personnes à Clermont pour GAZA et pour BDS

Manifestation à Clermont-Ferrand : « GAZA, halte aux massacres et au blocus – Boycott et Sanctions contre l'Etat d'Israël »

Environ 300 personnes se sont rassemblées samedi 7 avril à 14h sur la place de Jaude de Clermont-Ferrand (où déambulaient de nombreux passants sous le soleil), pour

dénoncer les crimes de guerre cyniques commis depuis le vendredi 30 mars par l'armée israélienne contre les habitants de Gaza qui manifestaient pacifiquement contre le blocus et pour leur droit au retour sur la terre de Palestine.

Cette manifestation a eu lieu à l'initiative de l'AFPS 63 et BDSF 63, et à l'appel de 33 organisations signataires du [tract ci-joint](#), ainsi que plus récemment de 3 autres organisations : « Ass. Excellence Education Savoir », « Génération.s 63 » et « Mosaïc 63 ». Le syndicat Solidaires Auvergne avait mis à disposition son véhicule et la sono, et le NPA tiré la moitié des 2.000 tracts du Collectif (1.100 ont été distribués au total).

A partir de 13h, une quinzaine de militants (AFPS, BDSF, NPA, UNEF, ...) ont distribué des centaines de tracts dans des zones passantes du centre ville.



L'accueil des manifestants a été un peu chahuté par la sono d'un stand voisin de LREM en campagne pour les européennes de 2019, d'où quelques échanges verbaux et slogans dénonçant la complicité de Macron avec Israël, jusqu'à ce que des militants du Collectif Palestine aillent calmer le jeu, et qu'un cordon de policiers vienne s'interposer. La présence de ce stand LREM nous a toutefois valu une bonne visibilité de la manifestation dans le journal de FR3 Auvergne (voir entre 1 min 30 et 1 min 52) :



Vers 14h30, Marwan de l'AFPS a lu une liste, malheureusement incomplète, des noms et de l'âge des jeunes victimes. Puis les participants, qui reflétaient une grande diversité de citoyens de tous âges, dont de nombreuses

femmes, ont fait une minute de silence, la plupart en s'allongeant par terre. Nous avons ensuite défilé pendant plus d'une heure autour de la place de Jaude, puis sur un parcours du centre ville autour de la préfecture, derrière une grande banderole « Justice pour les Palestiniens, Boycott et Sanctions contre Israël », ainsi que de nombreux drapeaux AFPS et une banderole BDSF.



Le défilé a été très dynamique et déterminé, de très nombreux manifestant-e-s reprenant sans cesse 4 slogans principaux :

« GAZA VIVRA, PALESTINE VAINCRA » ; « ISRAËL ASSASSIN, MACRON COMPLICE » ; « BOYCOTT ISRAËL, ÉTAT CRIMINEL » ; « A PARIS COMME A BRUXELLES, DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL ». Des visuels A4 et A3 avec ces slogans étaient portés par de nombreuses personnes.

Des slogans de l'UNEF pour la libération de Salah Hamouri et des prisonniers politiques palestiniens ont aussi été repris par la manifestation.



Comme ni Mr le Préfet, ni son représentant n'avaient prévu de nous recevoir ce samedi, nous sommes ensuite revenus sur la grand place au pied de la statue de Vercingétorix, et différentes organisations ont fait des prises de parole avant la dispersion de la manifestation : AFPS 63, MJCF 63, Albertville Vallée Jourdain Solidarité, UNEF et CGT. Ces prises de parole ont, notamment, appelé le gouvernement français à prendre des sanctions fortes, comme l'embargo militaire, et nos concitoyens à boycotter l'État israélien, aux niveaux politique, économique, culturel, sportif et universitaire.

Nous avons enregistré une adhésion et 3 promesses

d'adhésion à l'AFPS 63. Plusieurs manifestant-e-s que nous rencontrons pour la première fois ont indiqué avoir été mobilisé-e-s par [notre page Facebook](#) Palestine 63 solidarité.

En réponse au dernier massacre d'Israël à Gaza : un embargo immédiat sur les armes !

Palestine occupée, 02/04/2018– Rappelant le souvenir du massacre de manifestants pacifiques par le régime sud-africain d'apartheid à Sharpeville en 1960, l'armée israélienne a commis [un nouveau massacre](#) contre des civils palestiniens qui commémoraient pacifiquement la Journée de la Terre en Palestine, appelant à mettre un terme au brutal blocus de Gaza par Israël et affirmant le droit au retour des réfugiés palestiniens, droit reconnu par les Nations Unies.

L'impunité d'Israël pour le meurtre de Palestiniens, encouragée par [un niveau de soutien sans précédent](#) de la xénophobe administration Trump aux États-Unis et par la [complicité continue de l'Union européenne](#), doit prendre fin.

Appuyant les appels à une enquête internationale indépendante, le Comité national palestinien pour BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile

palestinienne, dirigeant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ([BDS](#)) en faveur des droits palestiniens, appelle à des mesures effectives pour qu'Israël rende des comptes, en particulier à un [embargo militaire](#) dans les deux sens, comme celui imposé contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens marquaient pacifiquement la Journée de la Terre le 30 mars dans la bande de Gaza occupée et assiégée, les forces militaires israéliennes, ou comme le journaliste israélien Gideon Levy [les a appelées](#), « les forces de massacre israéliennes », ont ouvert le feu avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, suivant délibérément le plan d'utiliser « [beaucoup de force](#) ». En conséquence, au moins [17 civils](#) ont été assassinés et plus de 1400 blessés, la plupart par des balles réelles. Près de la moitié des blessés sont des jeunes.

[La Journée de la Terre](#) est commémorée par les Palestiniens chaque année depuis le 30 mars 1976, lorsque les forces militaires israéliennes ont tué six jeunes palestiniens au cours de manifestations pacifiques de masse en Galilée contre la politique israélienne à grande échelle de confisquer leurs terres ancestrales pour créer des colonies exclusivement juives.

Le meurtre et les blessures en masse de civils palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, dans une zone qu'Israël définit arbitrairement comme sa « zone tampon », étaient prémédités. Israël avait annoncé le déploiement de 100 snipers pour cibler les manifestants non-violents, ignorant les avertissements d'[Amnesty International](#). Un porte-parole de l'armée israélienne a accidentellement fourni la preuve que le massacre était prémédité en [affirmant](#) fièrement que « [rien n'a été fait sans contrôle ; tout était précis et mesuré. Nous savons où chaque balle a atterri.](#) »

Les manifestations pacifiques de la Journée de la Terre marquent le début de six semaines de mobilisation populaire, qui culmineront le 15 mai, le jour de la Nakba, le 70ème anniversaire [du nettoyage ethnique systématique par Israël de la majorité des peuples autochtones de Palestine](#). Des manifestations et des marches sont organisées par les Palestiniens dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie occupées, ainsi que par les citoyens palestiniens d'Israël et les communautés de réfugiés palestiniens du monde entier, tous soutenant le droit fondamental des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et sur leurs terres et la fin de la politique israélienne de nettoyage ethnique.

Les réfugiés palestiniens, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, constituent plus de deux tiers du peuple palestinien.

Les manifestations populaires palestiniennes ne s'opposent pas seulement aux politiques israéliennes, vieilles de plusieurs décennies, de nettoyage ethnique, de siège et de déni des droits humains. Elles ciblent aussi l'administration américaine, qui se propose de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, défiant le consensus international qui rejette la souveraineté israélienne sur la ville et considère que sa partie orientale est illégalement occupée et annexée.

Vendredi dernier, Israël s'est encore une fois servi des civils palestiniens comme de cobayes pour son laboratoire d'armements, testant ses nouveaux drones lâcheurs de gaz lacrymogènes sur les civils de Gaza. L'exportation de technologie militaire israélienne, « testée sur le terrain » contre les Palestiniens, contribue substantiellement à financer l'oppression des Palestiniens par Israël et l'agression militaire contre d'autres nations.

Le Comité national de BDS salue la résolution récente du Conseil pour les droits humains des Nations Unies appelant les états à garantir le respect du droit international, en particulier en [empêchant le commerce des armes avec Israël](#).

Nous réitérons notre appel aux gens de conscience du monde entier à :

- Faire intégrer à toutes les entités privées et publiques de votre pays la demande de mettre un terme à toute coopération et à tout commerce avec l'armée et le « secteur de la sécurité » israéliens.
- Rejoindre les campagnes d'embargo militaire visant les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité. Les exemples incluent la [campagne contre Elbit Systems](#), qui teste ses armes sur les Palestiniens ; la [campagne contre l'entreprise de sécurité G4S](#), qui entraîne la police israélienne à faire exécuter l'apartheid israélien ; et la campagne pour faire [pression sur le groupe Hewlett Packard \(HP\)](#) pour mettre un terme à la fourniture de technologie vitale au système des checkpoints israélien et à l'armée israélienne imposant le siège de Gaza.
- Rejoindre ou organiser des campagnes contre la coopération entre la police israélienne et les forces de police à l'étranger, grâce à laquelle les doctrines et les techniques de répression brutale des manifestations pacifiques, testées par Israël, sont exportées dans le monde entier. Un exemple est la campagne « [Deadly Exchange](#) » (Echange mortel), conduite par l'association Jewish Voice for Peace.
- Rejoindre ou organiser des campagnes pour [mettre un terme à toute transaction avec des banques israéliennes](#) et pour faire pression sur les banques et les fonds d'investissement internationaux, comme

[HSBC](#) et [Axa](#) ,afin qu'ils mettent fin à leur complicité dans les violations des droits humains par Israël.

Source: [BNC](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Issoire (63), 10 mars : liberté pour les prisonniers palestiniens, renforçons le boycott

Participation de Clermont-Ferrand/Issoire le 10 mars 2018 aux [actions mondiales](#) pour la libération des prisonnierEs politiques palestiniens.

L'emprisonnement de longue durée est une composante structurelle de l'ordre colonial et du système d'apartheid israélien, afin d'obtenir la soumission d'un peuple qui réclame justice.

Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés (40 % des hommes).

La détention administrative : un déni de droit total (par exemple, SALAH HAMOURI, avocat franco-palestinien ; KHALIDA JARRAR, parlementaire). La détention des enfants mineurs : un scandale inacceptable (AHED TAMIMI, 17 ans). La généralisation de la prison à vie : une chasse aux leaders (MARWAN BARGHOUTI, un représentant légitime et reconnu du

peuple palestinien).

Pour exprimer notre solidarité, renforçons le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre les entreprises et les intérêts de l'État colonial israélien. Sur l'aspect sécuritaire et carcéral, boycotter notamment les dérivées de Hewlett Packard, comme DXC, ainsi que les entreprises d'armement et leurs complices (dont la banque française AXA, partenaire de la société israélienne Elbit) (voir détails dans le [tract ci-joint](#)).

Environ 1.200 exemplaires de ce tract ont été distribués aux nombreux visiteurs du marché d'Issoire (63) par 17 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, RESF, LDH, CGT, FSU, ... de la Coalition BDS 63 (40 organisations). ChacunE d'entre nous portait deux placards en carton avec les photos de Ahd Tamimi, Salah Hamouri, Khalida Jarrar, Marwan Barghouti et/ou Munther Amira (voir photos).



De nombreux passants ont pris le tract, d'autres refusaient les tracts par principe. Le niveau d'information sur la question palestinienne nous est paru parfois faible, notamment auprès des populations rurales très présentes sur le grand marché de cette sous-préfecture, où nous intervenions pour la première fois. L'action a été bien visible, du fait du nombre de militant-e-s, des placards avec les photos des prisonnier-e-s, de notre banderole BDS, et des appels au boycott. Nous avons recueilli environ 70 signatures de la pétition pour la suspension de l'accord UE-Israël.

La matinée s'est terminée par un casse-croute partagé dans le café associatif La Gabare où de jeunes militant-e-s et sympathisant-e-s d'Issoire ont pu échanger avec celles/ceux de Clermont, notamment en vue de développer de futures actions BDS locales.

Clermont-Ferrand, 4 février : liberté pour les prisonniers palestiniens, renforçons le boycott

[Liberte pour prisonniers Palestiniens-Boycott](#)

Participation de Clermont-Ferrand le 4 février 2018 aux [actions mondiales](#) pour la libération des prisonnierEs politiques palestiniens.

L'emprisonnement de longue durée est une composante structurelle de l'ordre colonial et du système d'apartheid israélien, afin d'obtenir la soumission d'un peuple qui réclame justice.

Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés (40 % des hommes).

La détention administrative : un déni de droit total (par exemple, SALAH HAMOURI, avocat franco-palestinien ; KHALIDA JARRAR, parlementaire). La détention des enfants mineurs : un scandale inacceptable (AHED TAMIMI, 17 ans). La généralisation de la prison à vie : une chasse aux leaders (MARWAN BARGHOUTI, un représentant légitime et reconnu du peuple palestinien).



Pour exprimer notre solidarité, renforçons le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre les

entreprises et les intérêts de l'État colonial israélien. Sur l'aspect sécuritaire et carcéral, boycotter notamment les dérivées de Hewlett Packard, comme DXC, ainsi que les entreprises d'armement et leurs complices – dont la banque française AXA, partenaire de la société israélienne Elbit (voir détails dans le [tract ci-joint](#)).

Environ 1.500 exemplaires de ce tract ont été distribués aux nombreux visiteurs du marché aux puces des Salins à Clermont-Ferrand (dont certains étaient aussi des participants au festival international du court-métrage, voisin) par plus de 15 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, UEC, RESF, LDH, CGT, ... de la Coalition BDS 63 (40 organisations). ChacunE d'entre nous portait deux placards en carton avec les photos de Ahed Tamimi, Salah Hamouri ou Marwan Barghouti (voir photos).

De nombreux passants ont pris le tract, dont celles/ceux qui nous ont remerciés pour notre activité et quelques uns qui ont laissé leurs coordonnées. L'action a été bien visible, du fait du nombre de militantEs, des placards avec les photos des prisonniers (dont la photo d'Ahed Tamimi, reconnue par pas mal de passants) et des appels au boycott. Des exemplaires du tract ont par ailleurs été mis en libre service sur le stand du journal l'Humanité pendant la semaine du festival international du court-métrage.

Clermont - Ferrand contre


Hewlett Packard complice de l'apartheid israélien

Participation de Clermont-Ferrand le 23 décembre 2017 à l'action BDS mondiale pour le Désinvestissement de Hewlett Packard, à l'appel du [BNC palestinien](#) .



HP (Hewlett Packard) et/ou ses sociétés dérivées comme DXC contribuent à la colonisation, au blocus, à l'oppression, à l'emprisonnement et au contrôle du peuple palestinien par l'État israélien (voir explications dans le [Tract HP](#))



Mille exemplaires de ce tract, appelant à ne pas acheter de produits HP comme cadeaux de Noël, ont été distribués aux clients du supermarché Auchan Nord (quartiers populaires) par 15 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, NPA, RESF, CGT, FSU, LDH, PCF, de la Coalition BDS 63 (40 organisations). Nous avons en outre recueilli 75 signatures de la pétition  pour la suspension de l'accord UE-Israël.

L'accueil des clients, souvent d'origine modeste, a été très bon, notamment de la part des jeunes. Certains nous ont remerciés pour notre activité et trois personnes ont demandé nos coordonnées pour participer éventuellement à nos prochaines réunions mensuelles.



L'Inde abandonne un accord militaire de 500 millions de dollars avec Israël alors que la population s'inquiète de la complicité de l'Inde dans les crimes israéliens

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Inde

Le Comité national palestinien pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) salue l'annulation d'un accord sur des missiles pour 500 millions de dollars entre l'Inde et Israël, comme « un coup dur » à l'industrie militaire d'Israël.

21 novembre 2017 – Hier, les médias ont rapporté que le ministère indien de la Défense avait abandonné l'accord de 500 millions de dollars avec la manufacture d'armes israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour ses systèmes de missiles. Des années durant, l'accord a été célébré dans les médias internationaux et finalisé après la visite du Premier ministre Narendra Modi en Israël, en

juillet. En août, Rafael Advanced Defense Systems et son partenaire indien Kalyani Strategic Systems ouvraient une usine à Hyderabad pour la fabrication de ces systèmes de missiles.

L'accord a été annulé après que la Defense Research Development Organisation (Organisation pour la Recherche et le Développement) de l'Inde, gérée par l'État, a affirmé que l'Inde ne devait pas importer cette technologie israélienne.

Jamal Juma', coordinateur de la Campagne palestinienne Stop the Wall et membre du secrétariat du BNC a déclaré :

« La décision de l'Inde d'abandonner cet accord d'armes massives avec Israël porte un coup terrible à l'industrie d'armement israélienne. Cet accord de 500 millions de dollars aurait alimenté l'industrie militaire d'Israël, industrie qui est profondément impliquée dans les crimes de guerre commis contre le peuple palestinien.

« C'est aussi un revers majeur pour la prétention sans mesure de la propagande d'Israël que sa technologie serait indispensable au développement et à la modernisation de l'Inde. Comme de nombreux Indiens le reconnaissent, Israël commercialise ses technologies militaires et agricoles en Inde et tente de cimenter la dépendance indienne vis-à-vis d'Israël.

« Israël cherche un flux d'argent indien pour son propre profit et aider à financer ses guerres criminelles et son régime d'apartheid. »

L'Inde est de loin le plus important importateur mondial d'armes israéliennes, et Israël profite d'une influence pratiquement sans égale dans le système militaire indien. Israël équipe l'armée indienne avec des canons israéliens, l'armée de l'air et la marine indiennes avec des avions et des missiles israéliens, et il fournit aussi les systèmes de communication et de technologie à tous les niveaux de

l'armée indienne.

Au cours des deux dernières décennies, les relations militaires Inde-Israël n'ont cessé de se renforcer en dépit de divers scandales de corruption et d'échecs techniques.

Des tendances similaires ont commencé à faire surface dans d'autres secteurs également. L'Association des paysans de l'Inde (AIKS), forte de 16 millions d'agriculteurs, a approuvé l'appel palestinien pour le BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) « *afin de défendre les droits du peuple palestinien et de s'opposer à la prise de contrôle des sociétés du secteur agricole indien par des entreprises israéliennes* ».

Les membres de l'Assemblée de l'État du Telengana ont dénoncé la semaine dernière les voyages, parrainés par l'État, d'agriculteurs indiens en Israël comme « *un gaspillage d'argent* ».

Omar Barghouti, co-fondateur du BNC a déclaré :

« *Nous espérons que c'est le début de la fin de la complicité indienne dans les violations flagrantes d'Israël du droit international et des droits de l'homme des Palestiniens. En tant que Palestiniens, nous demandons au peuple indien de conserver son fier héritage d'engagement pour l'indépendance, de développer des connaissances locales et de respecter les luttes des autres peuples pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid.*

« *Le régime d'oppression d'Israël ne pourra jamais être un modèle pour la grande nation indienne qui, autrefois, a conduit le Mouvement des non-alignés et défendu le droit de toutes les nations à l'autodétermination. Israël exporte en Inde ce qu'il connaît le mieux : la technologie qui réprime, militarise et dépossède le peuple de ses droits à la terre et à l'eau. L'Inde est mieux sans cela.* »

La semaine dernière, il a été annoncé que des sociétés

pétrolières et de gaz naturel soumissionnaient pour des droits de forage dans les champs gaziers revendiqués par Israël, en dépit des nombreuses controverses liées aux litiges territoriaux sur ces champs. En août, le groupe indien Adventz a signé un mémorandum d'entente pour développer le tramway de Jérusalem d'Israël, lequel dessert les colonies d'Israël construites en toute illégalité dans et autour de Jérusalem-Est occupée.

Omar Barghouti a dit :

« Alors que d'importantes multinationales – comme Veolia, Orange et G4S – abandonnent leurs projets illégaux en Israël en raison des pressions efficaces du BDS, Israël a commencé d'entraîner l'Inde dans des accords à risques juridiques et politiques. Les entreprises indiennes seraient bien avisées d'éviter de se faire aspirer dans les violations d'Israël des droits de l'homme et de plus en plus de grosses sociétés internationales refusent de se laisser impliquer dans une telle complicité. C'est contraire à l'éthique, et c'est mauvais pour les affaires à long terme. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement mondial pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions pour les droits des Palestiniens. Suivez nous sur [Facebook](#) et sur Twitter [@BDSmovement](#).

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Participation de BDS France aux Marches pour la paix

Dans plusieurs villes, Marseille, Lyon, Paris, Bordeaux, Strasbourg, Montargis et Loches, BDS France a participé aux Marches pour la Paix appelées par de nombreuses [organisations](#).

Nous avons diffusé [ce tract](#), appelant à l'embargo militaire contre Israël et dénonçant la société AXA, complice de l'entreprise israélienne d'armement Elbit Systems.

Voici les compte rendus avec photos des manifestations ou rassemblement ayant eu lieu à Marseille, Lyon et Paris, et une photo transmise par nos camarades de Montargis.

Marseille

Manifestation dans le cadre de la Journée internationale de la Paix à Marseille.

La campagne BDS était présente pour rappeler l'urgence d'un **embargo militaire envers l'état israélien, dénoncer la complicité des banques** en particulier les banques d'affaires et parler des **prisonniers politiques palestiniens** dont notre compatriote **Salah Hamouri**.



Voici [le texte lu](#) lors de ce rassemblement.

Lyon

A l'initiative du Mouvement de la Paix du Rhône a eu lieu Place Mazagran à Lyon un Rassemblement / débat d'une centaine de militants. Le **Collectif 69 Palestine** était partie prenante de cette initiative.

Il a dénoncé la politique coloniale et d'apartheid d'Israël, ainsi que sa politique agressive vis à vis des pays limitrophes. Cet État, détenteur de l'arme atomique, est une menace pour la paix mondiale.

C'est pourquoi comme nous y engage le mouvement BDS international nous devons couper les liens militaires et sécuritaires entre la France et Israël et s'engager pour un embargo militaire.



Plus d'informations [ici](#).

Paris

La participation de BDS France-Paris à la Marche pour la paix à Paris le samedi 23 septembre a été un grand succès. La marche a été plus importante que l'année précédente, entre 3000 et 4000 participants.

Nous, militants de BDS France, étions plus d'une dizaine et nous avons déployé 2 banderoles :

« **Israël teste ses armes sur les Palestiniens – StopArmingIsraël** » et

« **Boycott Israël Apartheid** ».

Les mots d'ordre dont « **Embargo militaire contre Israël** » et « Vive la lutte du peuple Palestinien » ont été repris par les manifestants. Les réactions positives des gens nous encouragent, et ce succès prolonge celui que nous avons rencontré lors de la Fête de l'Humanité.



Montargis

A Montargis, les militants de la Campagne BDS France ont marché pour la paix.



Embargo militaire: Soutien

aux cinq militants britanniques !

Mise à jour du 3 décembre :

La Campagne BDS France se félicite de la relaxe le 23 novembre dernier de militant-e-s en Grande Bretagne qui avaient bloqués l'entreprise militaire israélienne « Elbit Systems » :

<https://www.theguardian.com/world/2017/nov/23/charges--dropped-protest-israeli-military-drones-factory-uk-uav-engines>

Cette relaxe renforce notre volonté de promouvoir l'embargo contre Israël Etat hors la loi internationale.

Soutien aux cinq militants britanniques qui risquent six ans de prison et 5400 euros d'amende pour une action non violente de boycott de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems. #StopArmingIsrael

En juillet 2017 un groupe de militants ont engagé une action devant les portes de l'entreprise UAV Engine dans la ville de Shenstone, sous traitante d'Elbit Systems dans la fabrication de drones. L'entreprise a été arrêtée pendant 2 jours. Dans une déclaration, ils considèrent que l'activité de l'entreprise est illégale et plaideront donc non coupables. [1]

La campagne BDS-France déclare son entière solidarité avec ces militants clairvoyants et courageux.

En effet :

– Depuis juillet 2011 le BNC (direction palestinienne) de BDS a appelé à un embargo militaire international immédiat et total vis à vis d'Israël pour la fin de l'usage criminel et illégal de la force contre le peuple palestinien, et

pour faire pression sur Israël afin qu'il se conforme à ses obligations selon le droit international. [2]

– La firme Elbit Systems produit les drones utilisés dans les guerres et les agressions contre Gaza et le Liban, des bombes au phosphore blanc et des canons à sous-munitions destinés à l'armée israélienne, fournit les équipements pour les chars d'assaut israéliens Merkava. Elbit System est aussi le plus grand fournisseur d'outils informatiques de contrôle pour le « mur de l'apartheid » condamné par la cour internationale de justice. [3]

Comme l'ensemble du complexe militaro-industriel, Elbit System utilise l'argument commercial d'armes « testées sur le terrain », réduisant les Palestiniens à l'état de cobayes.

Pour notre part, campagne BDS-France,

– nous avons également engagé deux fois des actions victorieuses, pour que des drones israéliens d'Elbit System ne soient pas choisis par l'armée française [4], [5]

– nous participons à une campagne qui vise notamment le désinvestissement d'AXA d'Elbit Systems, via sa filiale AB qui a souscrit des actions dans capital d'Elbit Systems

– nous militons contre les financements de l'Union européenne reçus notamment par Elbit Systems dans le cadre des recherches Horizon 2020. [6]

C'est pourquoi, solidaires des militants de Grande Bretagne, nous exigeons leur relaxe immédiate.

[1] Information reprise du site <http://www.aljazeera.com/news/2017/08/uk-palestine-activists-face-prison-elbit-protest-170820092235141.html>

[2] <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1063>

[3] <https://www.bdsfrance.org/informations-sur-elbit-systems/> et <https://whoprofits.org/company/elbit-systems>

[4]

<https://www.bdsfrance.org/le-drone-watchkeeper-delbit-systeme-est-ecarte-par-larmee-francaise/>

[5] Le drone israélien Skylark d'Elbit Systems n'a pas été choisi par l'armée française <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1072>

[6] <http://www.eccpalestine.org/fact-sheet-dual-use-technology-how-europe-funds-israeli-military-companies-trough-horizon-2020/> Traduit ici ; <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1031>

Le géant de l'assurance AXA est exhorté à mettre fin à son soutien en faveur des crimes de guerre israéliens

Ali Abunimah – [The Electronic Intifada](#) – 31 juillet 2017

Soixante-dix organisations, partis politiques et syndicats exhortent le géant des assurances aux origines françaises AXA à mettre fin à son soutien à l'occupation, au colonialisme et à l'apartheid israéliens.

Ils affirment qu'AXA doit se désinvestir des trois banques israéliennes – Hapoalim, Leumi et Mizrahi Tefahot – impliquées dans la construction des colonies de peuplement illégales d'Israël sur la terre palestinienne occupée.

Les groupes indiquent également que par le biais de sa filiale AB, AXA détient des parts chez le fabricant d'armes

israélien Elbit.

Dans [une déclaration ce vendredi](#), ces groupes de la société civile soulignent que des campagnes populaires ont contraint plusieurs grandes sociétés, dont Veolia et Orange, à cesser leur participation dans la colonisation israélienne.

La complicité des banques israéliennes a déjà conduit plusieurs grandes institutions financières à travers le monde à se désinvestir des banques israéliennes ou de les exclure de leurs portefeuilles.

Des banques capitales pour l'occupation

Cinq grandes banques israéliennes, dont les trois dans lesquelles AXA a investi, sont fortement impliquées dans la colonisation illégale de la Cisjordanie occupée par Israël.

Selon le groupe de recherche *Who Profits*, « *les banques israéliennes fournissent l'infrastructure financière pour toutes les activités des entreprises, agences gouvernementales et personnes liées à l'occupation continue de la terre palestinienne* ».

En janvier 2016, *Human Rights Watch* a mis en avant le rôle des banques israéliennes dans l'activité de colonisation – un crime de guerre en vertu du droit international.

Human Rights Watch a déclaré que les banques israéliennes « *aident les colonies illégales en Cisjordanie à fonctionner comme des marchés immobiliers viables, permettant ainsi au gouvernement d'y transférer des colons* ».

Ce groupe, basé à New York, a aussi exhorté toutes les entreprises à mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem.

« *Les entreprises coloniales contribuent inévitablement à*

la politique israélienne qui dépossède et discrimine gravement les Palestiniens, tout en tirant profit du vol par Israël de la terre et des autres ressources palestiniennes », soutient Arvind Ganesan, directeur de la division commerciale et des droits de l'homme d'*Human Rights Watch*.

En mars, des organisations de défense des droits de l'homme, françaises et palestiniennes, ont publié un rapport révélant que, comme AXA, plusieurs autres institutions financières françaises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE – détenaient aussi des parts dans des banques israéliennes.

Ces organisations des droits de l'homme tiennent l'État français – qui réglemente ces institutions financières – responsable pour les laisser soutenir la colonisation israélienne. « *Le gouvernement français doit exercer des pressions sur ces banques et compagnies d'assurances afin qu'elles cessent l'ensemble de leur soutien* », ont déclaré ces organisations.

« Une coquille vide »

De grandes compagnies d'assurances ont déjà été accusées de complicité dans de graves crimes contre l'humanité. AXA est l'un des grands assureurs européens à avoir conclu un accord avec le Congrès juif mondial, il y a près de 20 ans, pour payer les polices d'assurances des victimes de l'Holocauste nazi.

Le Congrès juif mondial a présenté cet accord comme une victoire pour les « *survivants de l'Holocauste et de la cause de la justice* ».

AXA, qui opère dans des dizaines de pays et compte plus de 100 millions de clients, a approuvé le Pacte mondial des Nations-Unies pour un développement durable, et s'est engagée « *à intégrer les 10 principes universels des droits*

de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption » dans sa politique de responsabilité sociale et environnementale.

Ces principes incluent la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« L'engagement d'AXA à respecter ces dix principes du Pacte mondial des Nations-Unies restera une coquille vide tant qu'AXA continuera de tirer profit de l'oppression du peuple palestinien et de l'occupation continue des terres palestiniennes » déclarent les 70 organisations de la société civile.

Source : <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/-insurance-giant-axa-urged-end-support-israeli-war-crimes>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Stand AFPS-BDSF et Palestine au festival La Belle Rouge 2017

Du vendredi 28 au dimanche 30 juillet, cinq militant(e)s AFPS 63 et BDSF 63 et un jeune visiteur palestinien d'Hébron ont participé au festival **La Belle Rouge** à St-Amant-Roche-Savine (63) <http://cie-jolienome.org/?p=5037> et tenu un stand centré sur Gaza et sur BDS (banderoles et pancartes ; table de presse, dont tracts Gaza, BDS culturel, ... ; trois pétitions pour BDS Carrefour, contre la circulaire Alliot-Marie et contre l'accord UE-Israël : 136 signatures ; distribution-collages de stickers BDSF-carte vitale ; cartes postales embargo militaire ; vente solidaire de keffiehs, savons, t-shirts

BDSF; discussions et contacts, y compris avec des militant-e-s d'autres organisations locales et nationales présentes sur le festival) (voir photos).

Outre ce stand, la Palestine a été présente à plusieurs niveaux durant le festival, et notamment comme chaque année depuis Gaza-2014 (<https://www.youtube.com/watch?v=frPg6E6T2bo>), une des grandes banderoles de la cour du collège (lieu de restauration et de concerts) disait « Vive la résistance palestinienne » (voir photo). Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah et des prisonniers politiques palestiniens, un tract était disponible sur le stand de Rouge Midi ; des ouvrages BDS et Palestine en vente sur le stand du NPA. Un spectacle très fort et émouvant sur les SDF (« *Résist-tente* ») par Myriam, qui a une origine palestinienne. Et durant le magnifique Cabaret de clôture « A contre-courant » par la Compagnie Jolie Môme, on a dénoncé (entre autres) les interventions militaires (« *Etat d'urgence-sécurité-intervention-guerre* ») et « humanitaires » (pour « *qu'il n'y ait plus jamais de guerres sans amour* » !)... une belle chanson (« *Si loin, si proche* ») a été consacrée à la Palestine, et il est rappelé dans le final que les Palestiniens résistent, avec les autres peuples du monde...

Le festival 2017 a donc une nouvelle fois rappelé aux participants (*un public nombreux, souvent jeune, militant et combatif : plus de 1.000 personnes dont 600 ayant réservé la totalité des forfaits disponibles pour les 3 jours de spectacles et débats*) l'oppression et de la résistance des Palestiniens, le mouvement BDS (t-shirts BDS dans l'assistance, présence de militants AFPS et BDSF) et l'importance de la convergence des luttes face à l'exploitation, l'injustice et la répression.

70 organisations, associations, partis et syndicats demandent à la société AXA de se conformer au droit international et de rompre avec la politique coloniale et d'apartheid israélienne

Le 28 juillet 2017

70 organisations, associations, partis et syndicats ont publié un appel pour demander à la société AXA de se conformer au droit international et de rompre avec la politique coloniale et d'apartheid israélienne.

AXA est actionnaire de trois banques israéliennes: Hapoalim, Leumi et Mizrahi Tefahot.

Un [rapport](#) du centre de recherche israélien Who Profits (« Qui profite ») a montré que l'ensemble des banques israéliennes sont impliquées dans l'infrastructure financière de toutes les activités des compagnies, des agences gouvernementales israéliennes et des personnes ,

parties prenantes de la colonisation et du maintien de l'occupation.

Par sa filiale AB, AXA conserve également des investissements dans Elbit Systems, l'une des principales sociétés d'armement israéliennes, accusée entre autres d'avoir fourni à l'armée israélienne des obus à base de phosphore blanc (arme interdite) contre la population civile de Gaza.

Dans un appel publié ce 28 juillet 2017 , toutes ces organisations et associations demandent à AXA de cesser ses partenariats controversés et de cesser de tirer profit de l'occupation et de la colonisation du peuple palestinien.

Les signataires du communiqué rappellent à ce propos que des sociétés telles que Veolia et Orange ont dû, suite aux mobilisations citoyennes internationales, cesser leurs implications dans la colonisation israélienne et que des fonds de pension tels que PGGM aux Pays Bas, FDC au Luxembourg ou Danske Bank au Danemark se sont désinvestis eux-aussi des banques israéliennes en raison de leur soutien aux colonies israéliennes.

L'appel intégral :

**LA SOCIÉTÉ AXA DOIT SE
CONFORMER AU DROIT INTERNATIONAL
ET ROMPRE AVEC LA POLITIQUE
COLONIALE ET D'APARTHEID
ISRAÉLIENNE !**

Le « Code de déontologie professionnelle » du groupe AXA, établi en 2011, affirme dans son point 4.1 respecter les dix principes directeurs du Pacte Mondial des Nations

Unies, inspirés de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. En particulier, il indique que : « les entreprises doivent promouvoir et respecter les droits de l'homme reconnus sur le plan international et ne doivent pas se faire complices de violations des droits fondamentaux ».

En juin 2014, le Ministère des Affaires Étrangères a émis des recommandations aux entreprises françaises, leur signalant que les « activités économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël. Cela est susceptible d'entraîner des litiges liés à la terre, à l'eau, aux ressources minérales et autres ressources naturelles, qui pourraient faire l'objet d'un achat ou d'investissement, comme des risques réputationnels. »

Les principes directeurs des Nations-Unies pour les entreprises et les droits de l'homme imposent internationalement aux compagnies d'exercer une grande diligence afin de limiter tout impact nocif de leurs activités sur les droits humains. Ces principes s'appliquent aux entreprises et aux institutions financières, travaillant n'importe où dans le monde, et tout le long de leurs chaînes logistiques.

L'engagement d'AXA à respecter les dix principes du Pacte Mondial des Nations-Unies reste une coquille vide tant qu'AXA continue à tirer profit de l'oppression du peuple palestinien et de l'occupation persistante des terres palestiniennes.

– AXA est actionnaire de trois banques israéliennes: Hapoalim, Leumi et Mizrahi Tefahot. Un rapport** du centre recherche israélien Who Profits (« Qui profite ») a montré que toutes les banques israéliennes sont impliquées dans

l'infrastructure financière de toutes les activités de compagnies, d'agences gouvernementales israéliennes et de personnes liées au maintien de l'occupation.

– Le fonds Rosenberg Global Equity Alpha d'Axa a une participation dans une filiale du groupe Delek. Le groupe Delek est un groupe de compagnies de construction et de développement impliqué dans la construction de projets immobiliers sur le plateau du Golan occupé.

– Par sa filiale AB, AXA conserve des investissements dans Elbit Systems, une des compagnies israéliennes majeures les plus impliquées dans la défense militaire et la sécurité intérieure :

– Elbit Systems fabrique 85 % des drones de l'armée israélienne***. En réalité, Elbit commercialise des équipements qui ont été testés « sur le terrain », c'est-à-dire sur les corps des Palestiniens. Les drones Hermes et le mini-drone 7.5 Skylark d'Elbit ont été utilisés lors des différentes attaques d'Israël contre Gaza assiégée. Un rapport des Nations Unies sur l'attaque israélienne de Gaza en 2014, où plus de 2191 civils Palestiniens ont été assassinés, suggère que les actions d'Israël peuvent relever de crimes de guerre selon le droit international.

– Elbit fournit également l'électronique du mur de l'apartheid dans les territoires palestiniens occupés, mur déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice en 2004.

– Elbit est accusée d'avoir fourni à l'armée israélienne des obus interdits à base de phosphore blanc contre la population civile de Gaza.

En investissant dans ces compagnies et ces banques, AXA est complice de la perpétuation de décennies de violations par Israël des droits humains palestiniens et du droit international, et cela en contradiction directe avec ses propres principes directeurs et les directives

internationales.

La réponse du président d'AXA lors de la dernière assemblée générale du groupe, a été d'affirmer qu'Elbit Systems « ne rentrait pas dans le cadre d'une politique d'exclusion de leur politique d'investissement responsables ».

Il est important de rappeler que des sociétés telles que Veolia et Orange ont dû, suite aux mobilisations citoyennes internationales, cesser leurs implications dans la colonisation israélienne et que des fonds de pension tels que PGGM aux Pays Bas, FDC au Luxembourg ou Danske Bank au Danemark se sont désinvestis de banques israéliennes en raison de leur soutien aux colonies israéliennes. En 2009, le « Norwegian pension fund » s'est désinvesti d'Elbit Systems suite à l'implication de cette société dans le mur d'apartheid israélien.

Pour toutes ces raisons nous appelons AXA à désinvestir de toute implication et activités qui légitiment les violations du droit international par l'Etat d'Israël.

*<http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/axa-et-quatre-banques-francaises-financent-la-colonisation-israelienne-1131549.html>

**<https://whoprofits.org/content/financing-land-grab-direct-involvement-israeli-banks-israeli-settlement-enterprise>

***<https://corporatewatch.org/company-profiles/elbit> – <http://investigate.afsc.org/company/elbit-systems-ltd>

Signataires :

Abna Palestine

AFPS Alberville

AFPS Ardèche-Drôme

AFPS Argenteuil

AFPS Nord – Pas de Calais

AFPS Saint – Etienne

AFPS Rouen

AFPS 33

Association « Al-Qalam »

Anciens appelés en Algérie et leurs Amis Contre
la Guerre

Association de Palestiniens en Ile de France

Association des Travailleurs Maghrébins de France
(ATMF)

Association des Universitaires pour le Respect du
Droit International en Palestine (AURDIP)

Association France Palestine Solidarité 63

Association France Palestine solidarité Paris-Sud

Association Nationale des Communistes (ANC)

ATTAC 38

ATTAC FRANCE

BDS France

BDS 42

BDS France Marseille

BDS France Paris

BDS France Toulouse

BDS Xiberoa

BDSF 34

CCIPPP34

Centre d'Information Inter-Peuples

CGT – INRA

Collectif 69 de soutien au peuple palestinien

Collectif BDS 57

Collectif communiste Poley
Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la
Palestine (CJACP)
Collectif Palestine 12 – Millau
Comité Caladois Action Solidarité
Comité France Palestine de Gennevilliers
Comité Palestine 81
Comité Palestine 94 Nord
Comité Solidarité Palestine Région Nazairienne
Confédération Nationale du Travail (CNT)
Coordination BDS 37
Corsica Palestina
Couserans-Palestine (09)
CVPR-PO
Droit Solidarité
Emancipation Tendence intersyndicale
Ensemble !
Forum Palestine Citoyenneté
FTCR
International Jewish Antizionist Network (IJAN)
Initiatives de Paix
Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM)
Jeunes Communistes du 42
Les Désobéissants
LGBT pour la Palestine
Mouvement des Jeunes Communistes du Val de Marne
Mouvement Jeunes Communistes du Bas-Rhin
Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)

Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)
Montpellier

Nouveau Parti Anti-Capitaliste (NPA)

NPA 09

NPA Tarn

Organisation de Femmes Egalité

Palestine 13 – Marseille

PAS38 -UDAS (Union des Alternatives Syndicales)

Réseaux citoyens de Saint-Etienne

Rouge Vif 13

Solidaires (Union Syndicale)

Sortir du Colonialisme

SUD Santé Sociaux

Sud solidaires 09

Survie

Union Départementale CGT 13

Union Juive Française pour la Paix

Association internationale de techniciens,
experts et chercheurs (AITEC)

Union Juive Française pour la Paix section de
Lyon

Contact presse : campagnebdsfrance@yahoo.fr

Crimes de guerre présumés à Gaza: des Palestiniens veulent que la CPI aille plus vite

Cette démarche de plainte auprès de la Cour Pénale Internationale entre dans le volet Sanctions du BDS.

AFP – 19/07/2017

Des avocats palestiniens et groupes issus de la société civile ont pressé mercredi la Cour pénale internationale (CPI) d'accélérer son examen préliminaire et d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés à Gaza, Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée.

« Depuis deux ans, la Palestine fait l'objet d'un examen préliminaire », a expliqué l'avocat français Gilles Devers qui représente les Palestiniens. « A Gaza, nous pensons que deux ans c'est trop long », a-t-il ajouté.

En janvier 2015 la CPI a entamé un examen préliminaire afin de déterminer si elle dispose d'assez d'éléments pour ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés depuis l'été 2014 et le conflit dans la bande de Gaza entre Israël, d'une part, et le Hamas islamiste et ses alliés, d'autre part. L'examen concerne aussi bien les agissements palestiniens que ceux d'Israël. La procureure de la CPI, Fatou Bensouda, n'est tenue par aucun délai pour décider d'ouvrir ou non une enquête.

L'Autorité palestinienne a soumis à la CPI des dossiers mettant en lumière, selon elle, des crimes de guerre israéliens, notamment dans la bande de Gaza, et des crimes

liés à la colonisation comme les transferts forcés de population.

Contrairement aux Palestiniens, Israël n'est pas membre de la CPI et accuse également les Palestiniens de crimes de guerre.

Depuis La Haye mercredi, les militants palestiniens ont affirmé à des journalistes que l'examen préliminaire était au point mort et ont appelé l'Autorité palestinienne et la CPI à accélérer leurs efforts.

Les avocats, représentant 448 victimes identifiées et plus de 50 syndicats et organisations, ont remis un épais dossier au bureau de la procureure de la CPI. Selon eux, ces documents montrent « clairement que des crimes relevant de la juridiction de ce tribunal ont été commis » durant le conflit à Gaza en 2014, mais aussi en Cisjordanie occupée. Mme Bensouda a « l'obligation » de passer au stade de l'enquête, a affirmé l'avocat Gilles Devers aux journalistes.

Le dossier a été constitué par plus de 30 avocats dans les Territoires palestiniens. C'est la première fois que des populations civiles, dont des médecins, agriculteurs, pêcheurs et professeurs, en appellent directement à la CPI.

La guerre de juillet-août 2014 a été la plus longue et la plus dévastatrice des trois guerres dans la bande de Gaza depuis 2008. Selon l'ONU 2.251 Palestiniens dont 551 enfants ont trouvé la mort.

Source

<https://www.lorientlejour.com/article/1063114/crimes-de-guerre-presumes-a-gaza-des-palestiniens-veulent-que-la-cpi-aille-plus-vite.html>

Communiqué de presse de Gilles Devers – *Plus de 50 syndicats, associations et organisations palestiniennes ainsi que 500 victimes individuelles déposeront une plainte devant la Cour Pénale internationale (CPI) le mercredi 19 juillet 2017.* La plainte concerne **trois crimes** :

- le blocus de Gaza,
- l’agression israélienne de l’été 2014,
- la colonisation israélienne de la Palestine.

L’hôpital Al Aqsa, qui fut une victime directe de l’agression israélienne, est le premier plaignant.

La société palestinienne a pris cette initiative étant donné le manque de volonté politique de la part de l’Autorité palestinienne, qui n’a pas déposé plainte devant le TPI et ne soutient pas la procédure.

Bien qu’elle ait ratifié le traité du TPI en décembre 2014 et qu’elle ait fait une déclaration rétroactive jusqu’à juin 2014 pour que le tribunal ait compétence pour l’agression militaire israélienne à Gaza pendant l’été 2014, l’Autorité palestinienne n’a pas porté plainte en tant qu’État.

Le procureur a ultérieurement ouvert un « examen préliminaire » ; la procédure du TPI est progressive et notre action vise à la faire avancer de la phase « examen préliminaire » à la seconde, « ouverture de l’enquête ».

Selon le Statut de la Cour, le procureur doit ouvrir une enquête lorsqu’une base raisonnable existe qui permet de penser qu’un crime entrant dans la juridiction de la Cour a été commis (Art 53).

Il y a clairement une base raisonnable pour croire que des crimes entrant dans la compétence du tribunal ont été commis à Gaza et en Palestine, et les preuves que nous présentons aujourd’hui devraient convaincre le procureur de la nécessité d’ouvrir une enquête complète.

La situation actuelle ne peut certainement pas continuer si l'objectif de la CPI de mettre fin à l'impunité doit être réalisé.

Une conférence de presse aura lieu le mercredi 19 juillet 2017 à 13h au Mercure Hotel Den Haag Central, Spui 180, 2511 BW Den Haag, Paesi Bassi, à La Haye (Pays-Bas). La délégation déposera ensuite la plainte à la CPI, le rendez-vous étant confirmé pour 15h.

Contacts :

– Julie Webb-Pullman (Anglais) +972 595 251720
jwebbp@gmail.com SKYPE: juliewp

– Ashraf Nasrallah (Arabe) +972 598 877727
arngazapl@gmail.com

– [Gilles Devers](mailto:gilles@deversavocats.com) (Français) +33 6 14 26 31 69
gilles@deversavocats.com

*18 juillet 2017 – Traduction et publication du Communiqué :
[ISM-France](#)*

Source :
<http://chroniquepalestine.com/depot-plainte-tribunal-penal-international-israel-rendre-compte-crimes/#comment-505>

PETITION : Contre la coopération de l'UE avec Elbit dans le cadre du projet « FlySec »

Etant donné les complicités de la société d'armement israélienne Elbit Systems dans la violation des droits

humains, ainsi que dans le non-respect du droit international, nous demandons :

- à la Commission européenne d'exclure Elbit Systems et toutes les autres entreprises militaires israéliennes de tous les programmes européens.
- à l'Université du Luxembourg, à la société de l'aéroport du Luxembourg ainsi qu'à l'ensemble des autres partenaires d'annuler leur participation au projet européen Flysec qui bénéficie du savoir-faire acquis par Elbit Systems au détriment des Palestiniens



[Signer la pétition](#)

Elbit a profité jusqu'à présent d'une contribution de l'UE à hauteur de 403 750 € pour sa participation dans le projet FLYSEC, lequel projet, sur le plan technique, intègre les nouvelles technologies en matière de vidéo-surveillance, de traitement intelligent à distance de l'image et de biométrie, combinées avec de magistrales analyses des données, avec l'open-source intelligence (renseignement à l'origine de source ouverte) et le crowdsourcing (externalisation ouverte) (5). Une telle technologie à double usage est grandement utilisée dans les applications militaires, tels que les systèmes de sécurité et de surveillance.

[Plus d'informations sur le projet de financement par l'UE des sociétés et institutions militaires israéliennes via Horizon 2020](#)

Action BDS au salon de l'aéronautique et de l'espace le Samedi 24 juin 2017

Une vingtaine de militant-e-s de la campagne BDS France (Boycott/Désinvestissement/Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international), accompagnés de militant-e-s du collectif « Les Désobeissants » ont lors d'une action non-violente perturbé le stand de l'entreprise israélienne Elbit Systems, principal fournisseur de drones tueurs à l'armée israélienne (notamment lors du dernier massacre dans la bande de Gaza en 2014) au 52^e salon de l'aéronautique et de l'espace ce samedi 24 juin 2017.

PHOTOS : <https://goo.gl/photos/Pj8JXp94h1CCbdkk7>

VIDEO: <https://www.youtube.com/watch?v=MSrb-bBgcTA>

Cette action de solidarité avec le peuple palestinien a été encouragée et suivie avec sympathie par les nombreuses personnes présentes sur les lieux.

« Embargo militaire contre Israël ! » [#SalonDuBourget](#)
[#PAS17](#) [#EmbargoContreIsraël](#) pic.twitter.com/1Mo0SxLFnu

– BDS France (@Campagnebds) [June 24, 2017](#)

La campagne BDS appelle à un embargo militaire immédiat et des sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il

applique le droit international.

Pour la campagne BDS France, les sociétés d'armements israéliennes présentes à ce salon (Elbit Systems, Raphaël...) sont coupables de crimes de guerre, et doivent être jugées et condamnées par la Cour pénale internationale.

Annick Coupé d'ATTAC a déclaré lors de l'action:

En France, la société civile se mobilise en réponse à l'appel de la société civile palestinienne. L'association ATTAC est un mouvement attaché à la solidarité, à la justice et au droit international : à ce titre l'association a pris position en faveur de la Campagne BDS en soutien aux droits fondamentaux du peuple palestinien. C'est le sens de notre présence dans cette action.

Verveine Angeli, du syndicat Solidaires a ajouté :

« Nous sommes là en tant que syndicalistes solidaires des travailleurs et travailleuses et de la population en Palestine qui ne peuvent pas vivre et travailler sous la contrainte de l'occupation israélienne. »

Jean Guy Greilsamer, de l'Union Juive Française pour la Paix :

« Le peuple palestinien a lancé le mouvement BDS pour mettre fin à la politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique pratiquée par Israël au nom des Juifs du monde entier. De plus en plus de Juifs participent à la Campagne BDS, qui continuera jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. »

Ci-dessous, la déclaration lue par deux militantes de la Campagne BDS France lors de l'action au salon de l'aéronautique et le tract distribué lors de celle-ci.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !

GAZA, GAZA, ON N'OUBLIE PAS !

ISRAËL APARTHEID: BOYCOTT !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

STOP ARMING ISRAEL !

Campagne BDS France – www.bdsfrance.org –
campagnebdsfrance@yahoo.fr

Vidéo de l'action :

Intervention de deux militantes de la Campagne BDS France à Paris lue pendant l'action le 24 juin 2017 au salon du Bourget

Nous sommes des militant-e-s de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet état respecte le droit international.)

Nous sommes ici samedi 24 juin au salon international de l'aéronautique du Bourget pour dénoncer la présence des principales entreprises militaires israéliennes.

L'une d'entre elle, ELBIT Systems – que vous voyez ici – produit et a utilisé du phosphore blanc contre la population civile de Gaza, ce qui constitue un crime de guerre.

Lors de la dernière attaque israélienne à Gaza en 2014, l'armée israélienne a assassiné plus de 2250 Palestiniens, dont plus de 550 enfants selon l'Unicef.

La présence de ces entreprises militaires israéliennes est une grave insulte à la mémoire de milliers de victimes innocentes à Gaza.

Elbit Systems vend la MORT ! En effet, ce que vous devez savoir aujourd'hui c'est que le principal argument marketing utilisé par ELBIT Systems pour vendre ses armes et ses équipements militaires est de les avoir « testés » sur le terrain.

Nous savons ce que signifie « testé sur le terrain » cela

signifie que les Palestiniennes et les Palestiniens servent aussi de cobayes.

Elbit Systems est l'un des plus grands profiteurs de l'occupation et de la colonisation israéliennes.

85% des drones israéliens sont fabriqués par Elbit Systems. Ces drones sont de véritables engins de mort et de surveillance de toute une population à Gaza et en Cisjordanie occupée.

ELBIT Systems fournit également l'électronique du mur de l'apartheid qui s'étend sur des centaines de kilomètres en Cisjordanie occupée. Ce mur sépare les Palestiniens de leur proches, les agriculteurs de leurs champs, au profit de colonies illégales israéliennes.

Au delà d'ELBIT Systems, nous appelons à un embargo militaire contre Israël. Nous demandons à notre gouvernement d'arrêter de vendre et d'acheter des armes à Israël.

Nous dénonçons également toute coopération militaire conjointe avec l'armée israélienne, comme celle de novembre 2016 où des F15 de l'armée israélienne ont survolé le ciel de Corse.

Parce que la vie des Palestiniens compte, nous continuerons à nous mobiliser pour répondre à l'appel lancé par le Comité Palestinien pour le Boycott Militaire contre Israël, et nous sommes déterminés à intensifier cette campagne BDS pour la justice.

Quand le Ministre de la Défense légitime les manœuvres militaires franco-israéliennes et encourage de futurs crimes de guerre

Par question publiée au J.O. du 6 décembre 2016, Jean Jacques Candelier, député du Nord a demandé au ministre de la défense de s'expliquer sur les manoeuvres militaires aériennes franco-israéliennes qui ont eu lieu en Corse en novembre 2016.

Le député évoque notamment Gaza, où l'aviation israélienne s'est illustrée à 3 reprises par des raids meurtriers sur la population civile (agressions de 2008-09, 2012 et 2014), avec le bilan effroyable de 541 enfants tués au cours des opérations sanglantes de l'été 2014.

Le ministre a affirmé par réponse publiée au J.O. du 24 janvier que la coopération militaire de la France avec Israël est ancienne, que la France développe ce type de relations avec de nombreux autres pays, et que cette coopération relève du cadre strict de l'action diplomatique.

En somme, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter !

A cela nous répondons que bien au contraire toute coopération militaire de la France avec l'Etat colonial et d'apartheid israélien nous inquiète et nous scandalise, et que nous participons sans relâche à la campagne internationale pour l'embargo sur le commerce d'armes et contre toute coopération militaire avec Israël.

Il est inadmissible que le gouvernement français affiche

une telle réponse après le refus méprisant d'Israël de se plier à la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU contre la poursuite de la colonisation, puis de participer à la conférence de Paris !

NON Monsieur le ministre, les manœuvres militaires franco-israéliennes ne sont pas anodines : elles préparent de futurs crimes de guerre ! Vous n'êtes pas sans savoir que la population civile palestinienne sert de cobaye pour tester les armes israéliennes, en toute violation de la 4ème convention de Genève.

Vous savez aussi que les États, dont la France au regard de ses engagements européens et internationaux, ont pour obligation de garantir qu'Israël, comme tout autre État, se conforme au droit international.

En 2014, Israël a assassiné plus de 2250 palestiniens à Gaza, dont plus de 550 enfants selon l'UNICEF. Aujourd'hui, des raids meurtriers frappent encore trop souvent la population de Gaza et, vous ne l'ignorez sans doute pas, les emprisonnements et les exécutions sommaires de Palestiniens résistants sont quasi quotidiens en Cisjordanie

Votre réponse, qui occulte complètement cette réalité est un encouragement à de nouveaux crimes de guerre contre un peuple désarmé.

Nous continuerons à nous mobiliser pour que la France déclare un embargo militaire d'Israël, conformément à la demande unanime de la société civile palestinienne.

Paris, le 13 février 2017,

La Campagne BDS France

Très belle mobilisation dans toute la France le 10/12 à l'occasion de la journée nationale #EmbargoContreIsraël !

De très nombreuses villes de France se sont mobilisées le samedi 10 décembre pour réclamer un embargo militaire contre Israël, et notamment l'abandon par la France de l'achat du drone « Skylark 1LE » de la société israélienne Elbit Systems.

Des [cartes postales](#) à l'attention du [Président de la République](#) ont été signées, des centaines de [tracts](#) distribués et plusieurs centaines de signatures de notre [pétition](#) recueillies.

Retour en images des différents comités et collectifs:

Morlaix – Bretagne

« L'association demande au chef de l'Etat de rejeter le drone Skylark de la société israélienne Elbit Systems, en compétition dans l'appel d'offres de l'Armée de terre française qui doit s'équiper de nouveaux drones de reconnaissance. »



http://www.letelegramme.fr/finistere/morlaix/france-palestine-solidarite-400-signatures-recueillies-11-12-2016-11326778.php?share_auth=16f90a5e363fb38648e19bfd5b2a12fc#closePopUp

[Mobilisation réussie à Lille contre la collaboration militaire franco-israélienne](#)

[Les militants BDS présents à LYON le samedi 10/12/2016 #EmbargoContreIsraël](#)

[Action AFPS-BDS, #EmbargoContreIsraël à Albertville](#)

[A Montargis, #EmbargoContreIsraël](#)

[A Marseille #EmbargoContreIsraël](#)

[À Metz #EmbargoContreIsraël](#)

[À Orléans #EmbargoContreIsraël](#)

[A Millau #EmbargoContreIsraël](#)

[10 décembre : Pour la liberté d'expression de BDSF34 et l'embargo militaire contre Israël](#)

[BELLE ACTION BDS A PARIS AUJOURD'HUI, DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE NATIONALE POUR L'EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL](#)
[!](#)

Mobilisation réussie à Lille contre la collaboration militaire franco-israélienne

Mobilisation réussie à Lille contre la collaboration militaire franco-israélienne

AFPS 59/62 – Lille le 11 décembre 2016

Samedi **10 décembre 2016** après-midi, à proximité des gares et d'Euralille à Lille, à l'appel d'un collectif animé par la Communauté palestinienne du Nord et l'AFPS Nord-Pas de Calais, **plus de 50 personnes se sont réunies pour exiger : « Halte à la collaboration militaire franco-israélienne ».**



Il s'agissait de la première réplique publique marquante dans le Nord-Pas de Calais, à l'annonce **d'un engagement**

militaire commun franco-israélien, suite aux révélations de manœuvres aériennes communes précédées de manœuvres navales, conduisant à une **journée nationale d'action avec BDS France** (en liaison avec le projet d'achat de drones israéliens par l'armée française).



Rejoints par un public nombreux et chaleureux, les militants de l'AFPS, de la Communauté palestinienne du Nord, du MRAP, de Survie, de Jeunes Communistes, du PCF et de la Coordination communiste se sont retrouvés autour du stand de l'AFPS avec des drapeaux palestiniens et la banderole BDS sur fond de musique palestinienne. Ils ont crié leur colère contre les crimes israéliens, leur volonté que cesse la collaboration militaire avec l'État criminel israélien dont le boycott est nécessaire pour que triomphe le droit. Plus de **1000 tracts ont été distribués, près de 200 signatures exigent l'embargo militaire contre Israël**, tandis plus de 100 exigent l'abrogation des circulaires criminalisant BDS. Deux adhésions à l'AFPS ont été réalisées, tandis que le stand militant de l'AFPS Nord-Pas de Calais a recueilli un grand succès.



La profondeur des liens qui unissent autorités françaises et autorités d'occupation israélienne, jusque dans une collaboration militaire belliciste via l'engagement français dans l'OTAN et son commandement intégré, conduit à poursuivre l'action. De nouvelles initiatives, notamment en direction des élus, se préparent. **Le stand militant, Place des Buisses à Lille, est appelé à se tenir régulièrement.**

Les militants BDS présents à LYON le samedi 10/12/2016 #EmbargoContreIsraël

NON à l'achat de drones israéliens ! #EmbargoContreIsrael

C'est en pleine fête des lumières de LYON que les soutiens au peuple palestinien, ont tenu un stand place de la République.



Beaucoup de monde dans les rues, des lyonnais bien sur, mais aussi beaucoup de touristes, pour l'occasion.

Signature de 100 pétitions et de 50 cartes postales adressés au président de la République discussions et informations furent échangées avec un public très attentif.

Sous la musique de Palestine, de nombreux tracts ont été diffusés et une dizaine de contacts ont été pris.

Une exposition sur la situation des prisonniers et un tract sur le boycott d'HP complétaient ce point d'information et de mobilisation.

Une bonne après midi sous le soleil ... de Palestine !